

Thèse de doctorat en science politique de Jean-Charles Lallemand
sous la direction du Professeur Dominique Colas

**Etude sur le gouvernement des provinces en Russie (1991-2004) :
exemples des régions de Briansk et de Smolensk**

Comment les provinces de Russie sont-elles gouvernées, suite aux bouleversements politiques, économiques et sociaux survenues dans le pays au cours des années 1990 ? C'est à cette question fondamentale que cette thèse répond à travers l'étude de deux cas, les régions de Briansk et de Smolensk, en orientant la recherche tant vers les relations de pouvoir des élites dirigeantes locales, entre elles et avec les administrés, que vers le contenu de leurs actions publiques en terme de gouvernance. L'examen des évolutions et innovations politiques depuis 1991 dans les régions russes s'est doublé de l'analyse de la progressive délégitimation des mécanismes de libéralisation du jeu politique et de la démocratie électorale. Le tournant autoritaire du Président Poutine confirmé le 13 septembre 2004 est venu clore le cycle de la libéralisation du jeu politique entamé en 1991. Les principes du gouvernement représentatif n'ont toutefois jamais prévalu dans les régions, tout au long des années 1990.

Cette étude sur les modes de gouvernement dans les régions de Russie se fonde sur une recherche de terrain approfondie des deux cas comparés. Les deux régions de Briansk et de Smolensk ont été sélectionnées parce qu'elles se présentent comme deux territoires de taille moyenne, situés en Russie centrale, avec une population quasiment entièrement russe (au sens ethnique) afin de ne pas faire interférer les facteurs de type nationalitaire qui apparaissent dans les républiques. Les deux régions n'ont pas non plus de richesses particulières en matières premières pouvant altérer l'exemplarité de leur situation, et l'extrapolation à d'autres régions de Russie. L'étude s'appuie sur sept missions de terrain, ayant permis diverses collectes d'informations, fondées sur la lecture assidue de la presse locale, sur les observations ainsi que sur 70 entretiens auprès des responsables des administrations, des responsables des principales formations politiques en concurrence localement, des responsables économiques, des quelques universitaires et des journalistes locaux. Nous avons toutefois dépassé les simples collectes et agrégations d'informations de terrain pour construire un modèle du gouvernement régional en Russie, en comparant les deux régions avec d'autres régions ou républiques de Russie, en fonction des aspects abordés.

Au cours des années 1990, les provinces russes ont été les principaux lieux d'apparition des nouveaux modes de gouvernement des élites dirigeantes. Les dirigeants des provinces ont réussi à imposer leur niveau territorial dans les représentations spatiales de l'organisation des pouvoirs, comme l'expression d'un pays réel que ne pourrait entièrement contrôler le pouvoir central. Dans les années 1990, tandis que la situation politique à Moscou était confuse et disputée, les élites des régions et des républiques de Russie ont très tôt réussi à se moderniser en s'adaptant aux nouvelles règles économiques, souvent par hybridations entre les pratiques soviétiques antérieures et celles dictées par les mesures de libéralisation. En effet, sitôt après l'éclatement de l'Union soviétique, pendant la présidence de Boris Eltsine, la gestion du pays était scandée par des crises économiques et des crises gouvernementales à répétition. Dans le même temps, la redistribution de l'ex-propriété soviétique était erratique, donnant lieu à maints scénarios de concussion et d'appropriation abusive par les élites installées.

Notre recherche dans les régions de Briansk et de Smolensk a montré que la libéralisation proclamée des marchés électoraux au cours des deux mandats présidentiels de Boris Eltsine n'a pas fondamentalement émancipé les électeurs des formes de domination politique dont bénéficiait l'ancienne élite dirigeante soviétique des provinces. Le jeu politique et l'art de gouverner des provinces, se sont appuyés principalement sur les échanges politiques institutionnels et sur les échanges politiques marchands, selon des loyautés interpersonnelles de type patron-clients. Les exemples des régions de Briansk et de Smolensk montrent que les élites politico-administratives des provinces de la Russie ont gagné leur autonomie de façon différenciée selon les territoires par rapport aux pouvoirs fédéraux. L'autonomie a souvent résulté de coups politiques isolés et arbitraires des élites locales. Notre recherche empirique dans les régions de Briansk et de Smolensk montre également comment quatre institutions politiques (les assemblées, les pouvoirs municipaux et locaux, les organisations collectives politiques et les médias d'information), n'ont pas été en mesure de s'imposer comme des contre-pouvoirs aux gouverneurs des régions.

La Russie de Vladimir Poutine, à partir du 1^{er} janvier 2000, a vu le Kremlin réaffirmer sa capacité de négociation et d'imposition de normes auprès des acteurs institutionnels, après la période de dérégulation de l'Etat de la présidence Eltsine. L'invention institutionnelle des districts fédéraux et des représentants plénipotentiaires du Président par Vladimir Poutine s'est faite au nom de la remise au pas des gouverneurs rebelles, de la fin des désordres régionaux, du nivellement entre provinces, et plus globalement au nom de la recentralisation du pouvoir politique à Moscou. S'éloignant d'une configuration d'affrontement entre niveaux

de pouvoirs, les relations étatiques fédérales se sont diluées dans un réseau complexe d'institutions-tampons régulant les conflits d'autorité entre le centre et les pouvoirs des provinces fédérées par de nouvelles formes de négociations et d'échanges politiques inter-institutionnels.

Jusqu'en 2004, sans être des acteurs de contestation du régime de Vladimir Poutine, les gouverneurs des régions et les présidents des républiques ont fait de leurs territoires de rares espaces institutionnels où le Kremlin a dû composer avec d'autres pouvoirs, et où les réseaux administratifs, régaliens et économiques qui gravitent autour du Kremlin dans une apparente unanimité, ont osé se mettre en rivalité pour faire réévaluer leurs importances respectives. Le tournant autoritaire du 13 septembre 2004 du Président Poutine, marqué par l'abolition des élections directes des gouverneurs, vise à éliminer cette ultime concurrence publique au Kremlin. Cela ne signifie ni que la vie politique russe, ni que l'art de gouverner soient désormais figés, mais que les dynamiques sociales et les rivalités de pouvoir entre acteurs et groupes d'intérêt s'arbitrent hors du champ électoral de plus en plus réduit. L'histoire même de l'Union soviétique nous a appris à nous méfier de paradigmes fixistes d'analyse, ne permettant pas d'appréhender, en dehors du pluralisme électoral, les évolutions profondes de la société et ses répercussions politiques. La concurrence politique doit de plus en plus s'analyser à l'intérieur des réseaux administratifs de l'Etat, notamment dans les régions.